

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 31/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

XPO TANK CLEANING NORD FRANCE

Quai des Pierrelles - Beausemblant
BP 93
26240 Saint-Vallier

Références : -
Code AIOT : 0007000905

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2025 dans l'établissement XPO TANK CLEANING NORD FRANCE implanté 1ère Avenue 9ème rue Port de Santes 59211 Santes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection fait suite à l'information par l'exploitant, par courrier du 25/01/2025 auprès de monsieur le Préfet du Nord, de l'arrêt temporaire de l'activité de la station de lavage de citernes exploitée par la SASU XPO TANK CLEANING FRANCE à Santes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- XPO TANK CLEANING NORD FRANCE

- 1ère Avenue 9ème rue Port de Santes 59211 Santes
- Code AIOT : 0007000905
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société XPO Tank Cleaning Nord France est implantée sur le port fluvial à Santes.

L'activité exercée sur ce site consiste notamment en un lavage intérieur de véhicules citernes ayant transportés des produits chimiques, des produits pulvérulents ou des produits alimentaires.

Les transporteurs sollicitent la société XPO pour le nettoyage de citernes après dépotage préalable chez leurs clients. Le nettoyage est réalisé à base d'eau pompée dans la nappe souterraine et d'additifs.

Après injection sous pression, les eaux de nettoyage sont dirigées vers une station de traitement comprenant un traitement physico-chimique et un traitement biologique. L'effluent en sortie de traitement est rejeté au canal de la Deûle (rejet n°3 du site).

L'exploitant est régulièrement autorisé à exploiter les installations de lavage intérieur de camions-citernes par arrêté préfectoral du 12/09/1996 au titre de la rubrique principale 167.c «Installations de lavage interne de camions-citernes, containers et éventuellement wagons-citernes. Installation de traitement de déchets».

Plusieurs arrêtés préfectoraux complémentaires (APC) s'appliquent au site:

- APC du 17/01/2011 relatif à la mise en place du programme de surveillance RSDE;
- APC du 15/10/2012 relatif notamment à la mise à jour de la situation administrative de l'établissement. La rubrique principale appliquée au site est la rubrique 2795.1. «Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de matières dangereuses au sens de la rubrique 1000 de la nomenclature des installations classées ou de déchets dangereux» pour une capacité de 300m³/j.
- APC du 18/12/2014 relatif aux garanties financières;
- APC du 23/12/2015 relatif à la mise en place de la surveillance pérenne des effluents aqueux;
- APC du 14/03/2017 relatif notamment à la surveillance complémentaire des rejets aqueux;
- APC du 14/06/2021 imposant des prescriptions complémentaires d'améliorations de l'installation de traitement des eaux;
- APMED du 03/02/2023 mettant en demeure la SASU XPO TANK CLEANING NORD FRANCE de respecter les dispositions applicables relatives aux rejets d'eaux industrielles;
- arrêté préfectoral du 02/07/2024 à l'encontre de XPO TC portant astreinte administrative d'un montant journalier de 450€ jusqu'à satisfaction de la mise en demeure signifiée par l'APMED du 03/02/2023 susvisé.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 15/10/2012, article 2	Sans objet
2	Limitation de la consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 12/09/1996, article 3.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un arrêté préfectoral portant astreinte administrative à l'encontre de la société XPO TANK CLEANING NORD FRANCE a été signé en date du 02/07/2024, suite aux constats récurrents de non-conformités des rejets eau de la station de lavage chimique de citernes située sur le port de

Santes.

Par courrier du 20/01/2025, l'exploitant informe M. le préfet du Nord que les solutions techniques envisagées pour revenir à la conformité nécessitent un investissement financier important en présence d'aléas importants. Aussi, l'exploitant indique avoir procédé à l'arrêt des activités de lavage de la station de Santes depuis le 27/12/2024. Depuis cette date, la station fonctionne en circuit fermé dans l'attente d'un transfert d'activité auprès d'un acteur qui saura exploiter la station dans les conditions actuelles. Durant cette situation d'arrêt temporaire, l'exploitant assure maintenir la sécurité de l'établissement (présence régulière de personnel et télésurveillance, maintien des contrôles périodiques des équipements ...).

L'exploitant demande la suspension de l'astreinte administrative au regard de l'arrêt des rejets.

Aussi, la DREAL a procédé à une visite d'inspection inopinée le 28/01/2025 afin de vérifier l'arrêt de l'activité.

Suite aux constats effectués sur site, l'Inspection propose à Monsieur le préfet du Nord de suspendre temporairement l'arrêté préfectoral portant astreinte administrative à l'encontre de la société XPO TANK CLEANING NORD FRANCE en date du 02/07/2024. La proposition d'arrêté préfectoral d'abrogation est jointe au présent rapport.

Un arrêt portant astreinte administrative à l'encontre de la société XPO TANK CLEANING NORD FRANCE sera reproposé en cas de reprise de l'activité sans modification des conditions de traitement des effluents aqueux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/10/2012, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Activités de l'installation
Prescription contrôlée : L'article 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12/09/1996: OBJET 1.1 Activités autorisées est remplacé par : La société SONECOVI NORD dont le siège social est situé quai des Pierrelles - BP 93 - BEAU SEMBLANT à SAINT VALLIER SUR RHÔNE (26241) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté et des arrêtés préfectoraux complémentaires, à exploiter sur le territoire de la commune de Santes, à l'adresse située 1ère avenue, 9ème rue, port de Santes, les installations telles que définies dans l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 15/10/2012.
Constats : Lors de la visite, l'Inspection constate l'inactivité du site au titre de la rubrique 2795 de la nomenclature des ICPE: <ul style="list-style-type: none">• absence de citerne en attente ou en cours de lavage au sein de la station,• fermeture du site (accueil et accès aux pistes),• absence de personnel sur site, hormis le chef d'équipe qui assure la surveillance du site.

Interrogé sur le fonctionnement actuel de l'installation de traitement, le chef d'équipe indique qu'il n'y a plus aucun rejet au milieu. Seule l'installation de traitement fonctionne désormais en circuit fermé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Limitation de la consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/1996, article 3.2

Thème(s) : Autre, Activité de lavage

Prescription contrôlée :

Les installations de prélèvement d'eau de forage et d'eau de réseau devront être équipées d'un dispositif de mesure totalisateur.

Le relevé des compteurs d'eau de forage sera effectué de manière journalière.

Le relevé des compteurs des eaux potables de réseau sera effectué de manière hebdomadaire.

Le relevé des volumes consommés sera tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations classées.

Le refroidissement des matériels et installations en circuits ouverts est interdit.

Constats :

Sur demande de l'Inspection, le chef d'équipe a fourni le registre de suivi de consommation énergétique au titre du mois de décembre 2024. Ce registre recense les consommations en eau de ville, gaz et eau adoucie.

Ce registre mentionne notamment les consommations relevées en eaux les 27/12/2025 et 14/01/2025.

Sur cette période, l'Inspection constate une consommation de 114m³ d'eau de ville et 46m³ d'eau adoucie. Interrogé sur ces consommations, l'exploitant indique que la consommation d'eau de ville correspond aux usages fonctionnels du personnel (sanitaires,...). Concernant la consommation en eau adoucie, l'exploitant indique que suite à la fermeture du site le 27/12/2025, les pistes de lavage ont été nettoyées afin de garantir la propreté de l'installation. Par ailleurs, une panne de décompresseur a induit une fuite sur la bache de réserve en eau adoucie de 10m³. L'exploitant a procédé à la remise en eau de ladite bache.

Au regard des consommations quotidiennes relevées en décembre 2024, l'Inspection ne constate pas de discordance entre la consommation d'eaux entre le 27/12/2024 et le 14/01/2025 et l'absence d'activité de lavages de citernes ou containers.

Type de suites proposées : Sans suite